Olivier Galland En France, la cause écologiste pâtit de la défiance institutionnelle

Le Monde 29 30/09/19

Pointant « l'ambiguïté » du mouvement initié par Greta Thunberg, qui dénonce sans proposer, le sociologue constate que les jeunes Français ne semblent pas prêts à s'engager massivement dans ce combat

Olivier Galland *est sociologue, spécialiste de la jeunesse, directeur de recherche émérite au CNRS, et coauteur de «La Tentation radicale. Enquête auprès des lycéens» (PUF, 2018)*

La voix de Greta Thunberg a indéniablement un écho mondial, son apostrophe aux dirigeants du monde à l'ONU, le 23 septembre, ayant été relayée par toutes les chaînes de télé de la planète. Cet écho médiatique trouve aussi une résonance dans la population au vu des manifestations pour le climat qui se sont déroulées à New York, à Londres ou à Berlin et, samedi 21 septembre, à Paris. Cependant, la mobilisation parisienne (une quinzaine de milliers de personnes, selon un comptage indépendant) était bien plus faible que dans les autres capitales. Les jeunes sont supposés être les plus mobilisés sur les questions environnementales. Mais à quel degré le sont-ils ? Greta Thunberg, qui fait de son âge une arme, est-elle réellement à l'avant-garde d'un mouvement de grande ampleur, pouvant remobiliser sur ces questions une jeunesse qu'on dit dépolitisée et individualiste ?

Le bruit médiatique et son exploitation politique (aussi bien par les pro- que par les anti-Greta) ne correspondent pas toujours aux pulsions profondes de la société. On dispose cependant de quelques outils pour les évaluer. C'est notamment le cas des enquêtes sur les valeurs, dont la dernière édition a été réalisée en 2018 (*La France des valeurs. Quarante ans d'évolutions*, de Pierre Bréchon, Frédéric Gonthier, Sandrine Astor, PUG, 382 pages, 27 euros) et qui comprenait un jeu de questions sur l'environnement. Les réponses montrent une opinion publique assez partagée sur ce sujet.

Certes, une majorité de Français (54 %) se disent en désaccord avec l'idée que *« beaucoup des affirmations sur les menaces environnementales sont exagérées »*. Néanmoins, un petit tiers approuve cette idée (16 % ne se prononçant pas). Les jeunes (ici, les 18-29 ans) ne se démarquent pas très nettement des adultes dans l'adhésion à une forme de scepticisme environnemental : 22 % d'entre eux sont d'accord avec l'idée qu'il y a des exagérations (20 % se disant ni d'accord ni pas d'accord), ces pourcentages étant légèrement supérieurs à ceux des 30-44 ans (18 % et 17 %). Seules les personnes au-dessus de 60 ans sont nettement plus sceptiques.

Sur les autres jeux de questions, qui testent des formes possibles d'engagement et les freins éventuellement ressentis, les réponses des jeunes sont aussi assez proches de celles des adultes : une majorité est prête à s'engager, par exemple en donnant de l'argent pour éviter la pollution, mais une minorité notable (autour d'un tiers) répond : *« C'est trop difficile pour les gens comme moi d'agir pour l'environnement. »*.

Le constat de l'urgence environnementale est donc très largement partagé, par les jeunes comme par les adultes. Les potentialités d'engagement existent, mais ne sont peut-être pas aussi massives qu'on aurait pu le penser dans la jeunesse française. D'après les résultats de l'enquête sur les valeurs, on ne constate pas, par ailleurs, de regain marqué de l'engagement environnemental dans les cohortes les plus récentes. D'ailleurs, aux dernières élections européennes, un effet d'optique a peut-être conduit à surestimer l'engouement des jeunes pour les écologistes.

> LA PARTIE DE LA JEUNESSE FAIBLEMENT QUALIFIÉE SE SENT PEU CONCERNÉE PAR LE SUJET, QUAND ELLE NE LUI EST PAS HOSTILE

En effet, l'abstention des jeunes dans ce type d'élection est très élevée. En l'occurrence, elle a été de 73 % pour les moins de 25 ans aux dernières élections européennes ! Rapporté à l'ensemble des jeunes, en tenant compte de ce taux d'abstention, l'attrait de la liste Europe-Ecologie-Les Verts (EELV) est beaucoup moins impressionnant que le score sur les seuls votants (23 %) : ce serait seulement 6 % des 18-24 ans qui lui auraient donné leur suffrage, pas plus finalement que les 65 ans et plus, dont le taux de participation est très élevé (67 %). Les jeunes politiquement mobilisés sont indéniablement attirés par le vote écologiste, mais ils sont aussi bien peu nombreux. Il reste donc beaucoup de chemin pour que les jeunes deviennent des participants actifs à la cause écologiste… ou à d'autres causes.

Clivages générationnels moins marqués

L'attrait relativement modeste des partis écologistes ne signifie évidemment pas que les jeunes sont indifférents aux causes environnementales. Simplement, ces partis souffrent certainement d'une partie du discrédit dont pâtit l'ensemble des institutions politiques. La France est un pays de défiance. Par ailleurs, la sensibilité aux questions environnementales est très fortement corrélée au niveau d'études (et dans une moindre mesure aux revenus du ménage). La partie de la jeunesse faiblement qualifiée se sent peu concernée par le sujet, quand elle ne lui est pas hostile. Les questions matérielles ont, à ses yeux, beaucoup plus d'importance. On retrouve chez les jeunes le même clivage qui a opposé les « gilets jaunes » aux défenseurs de la taxe carbone. Concernant la jeunesse, on fait en effet souvent l'erreur de considérer qu'elle constitue un continent à part du reste de la société, ou qu'elle en constitue une avant-garde extrêmement avancée. Rien n'est plus faux aujourd'hui. Ce constat se vérifiait dans les années 1960, quand les clivages générationnels étaient extrêmement marqués, mais ce n'est plus le cas, les valeurs des différentes générations ayant largement convergé.

La formidable défiance institutionnelle qui caractérise la société française peut être aussi bien un adjuvant qu'un frein à des mobilisations. Un adjuvant, on l'a vu avec le mouvement des « gilets jaunes », quand la mobilisation prend précisément la forme d'un mouvement anti-institutionnel. Mais elle débouche alors, parfois, sur la violence. Elle est probablement plutôt un frein quand la mobilisation vise à aboutir à des propositions applicables qui supposent de ne pas bouleverser de fond en comble le système en place et, d'une certaine manière, d'y participer.

C'est, au fond, toute l'ambiguïté du mouvement initié par Greta Thunberg : est-il un pur mouvement de dénonciation ayant une portée radicale, mais dont les débouchés politiques restent difficiles à appréhender, ou un mouvement voulant aboutir à des propositions applicables ? Jusqu'à présent, on a plus entendu le son de la dénonciation que celui de la proposition. Cela peut attirer la partie des jeunes qui ont une fibre protestataire. Mais si l'on reste dans cette seule tonalité, il me semble peu probable que cela permette d'enclencher dans notre pays un large mouvement de masse. Cela pose finalement la difficile question de l'articulation entre un mouvement citoyen et des débouchés politiques. ■